



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

#### **Reconstruction du collège Iles de Loire à Saint-Sébastien-sur-Loire**

---

Date et heure limites de réception des offres :

vendredi 24 mai 2024 à 16:00

#### **Département de Loire-Atlantique**

3 Quai Ceineray  
CS 94109  
44041 NANTES  
Tél : 02 40 99 10 00

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits.....	5
3 - Conditions de la consultation .....	5
3.1 - Délai de validité des offres .....	5
3.2 - Forme juridique du groupement .....	6
3.3 - Variantes.....	6
3.4 – Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
3.5 - Développement durable .....	6
4 - Les intervenants .....	9
4.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	9
4.2 - Maîtrise d'œuvre .....	9
4.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	9
4.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	10
4.5 - Contrôle technique.....	10
4.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	10
5 - Conditions relatives au contrat .....	10
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	10
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	10
5.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	10
6 - Contenu du dossier de consultation .....	11
7 - Présentation des candidatures et des offres .....	12
7.1 - Documents à produire.....	12
7.2 - Présentation des prestations supplémentaires éventuelles.....	15
7.3 - Visites sur site.....	15
8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	15
8.1 - Transmission électronique .....	16
8.2 - Transmission sous support papier.....	17
9 - Examen des candidatures et des offres .....	17
9.1 - Sélection des candidatures.....	17
9.2 - Attribution des marchés.....	17
9.3 - Suite à donner à la consultation .....	20
10 - Renseignements complémentaires.....	20
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	20

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

### La reconstruction du collège Iles de Loire à Saint-Sébastien-sur-Loire

L'opération consiste en la reconstruction d'un collège sur une parcelle de 12 000 m<sup>2</sup> et de trois logements de fonction.

Le futur établissement d'une capacité de 24 divisions, comprendra une classe ULIS (Unité Local d'Inclusion Scolaire) et une classe UPE2A (Unité Pédagogique pour les élèves Allophones Arrivants). Les anciens bâtiments d'enseignement seront déconstruits.

Cette opération complexe, comprenant des phases de déconstruction (désamiantage) et de reconstruction.

Ce projet devra permettre le maintien en activités de l'ensemble des fonctions du collège pendant les travaux en intégrant toutes les mesures transitoires nécessaires.

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux est de 11 987 246 € HT (valeur septembre 2023). La fin de l'opération est prévue pour 2027. Les prestations définies au CCAP sont réparties en 18 lots.

Lieu(x) d'exécution :

Collège Iles de Loire

1 Avenue de Glinde

44230 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 18 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Démolition-désamiantage
02	Voirie Réseaux Divers (VRD)
03	Gros Œuvre installation de chantier
04	Charpente Bois - MOB - Bardage
05	Étanchéité et photovoltaïque
06	Couverture zinc
07	Menuiseries extérieures
08	Serrurerie- métallerie
09	Cloisons sèches - Doublages – Plafonds

Lot(s)	Désignation
10	Menuiseries Intérieures- mobilier
11	Chape – carrelage- faïence
12	Sols souples
13	Peinture
14	CVC Plomberie Sanitaires GTB
15	Électricité Courants forts et Courants faibles
16	Ascenseur
17	Espaces Verts
18	Nettoyage

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments

Lot(s)	Code principal	Description
01	45111100-9	Travaux de démolition
	45262660-5	Travaux de désamiantage
02	45112500-0	Travaux de terrassement
03	45100000-8	Travaux de préparation de chantier
	45223220-4	Travaux de gros œuvre
04	45261100-5	Travaux de charpente
	45262650-2	Travaux de bardage
05	09331000-8	Panneaux solaires
	45261420-4	Travaux d'étanchéification
06	14713000-2	Zinc
	39511100-8	Couvertures
07	45421000-4	Travaux de menuiserie
08	44316500-3	Serrurerie
	45223110-0	Installation de structures en métal
09	44112300-1	Cloisons
	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
10	45421000-4	Travaux de menuiserie

11	45262321-7	Travaux de chape
	45431000-7	Carrelages
	45431200-9	Carrelage mural
12	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
13	44810000-1	Peintures
14	45232460-4	Travaux d'installations sanitaires
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45330000-9	Travaux de plomberie
15	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
16	42416100-6	Ascenseurs
17	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
18	90522400-6	Nettoyage et traitement du sol

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

L'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations sont des priorités pour le Département, inscrites dans son projet stratégique. Pour traduire son ambition, il a adopté fin 2017 le plan d'actions « Agir pour l'égalité des droits », dont les objectifs sont transversaux et collectifs.

Le plan est consultable à cette [adresse](#).

Par ce plan, le Département s'est engagé dans une démarche d'exemplarité et a obtenu en février 2021 une double labellisation AFNOR « **égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** » et « **diversité** », et conforte son action dans la **lutte contre les discriminations** et pour **l'égalité entre les femmes et les hommes** dans toutes ses politiques publiques.

Le Département est pleinement conscient du rôle qu'il peut avoir sur ces questions, à la fois en tant qu'acteur majeur des solidarités, mais aussi en tant qu'acteur du monde économique au travers de ses achats et de sa commande publique.

C'est la raison pour laquelle le Département souhaite informer ses fournisseur.se.s de son engagement en matière de promotion de l'égalité des droits.

## 3 - Conditions de la consultation

### 3.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci devra préciser la répartition des dépenses entre les différents membres du groupement. La forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### 3.3 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

### 3.4 – Prestations supplémentaires éventuelles



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot (s)	Code	Libellé	Description
09	01	Plafond bois	Plafond acoustique bois massif en variante (sur le hall, les circulations du bâtiment principal et le CDI) du plafond acoustique en fibre de bois. (CCTP lot 09 article F1)
04	02	Couverture polycarbonate	Couverture polycarbonate sur les brises soleil du bâtiment logement (CCTP lot 04 article F.1)

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

### 3.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Le Département de Loire-Atlantique s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes en difficulté par le travail. C'est pourquoi, le CCAP du présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières au regard de l'emploi.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement emporte adhésion du titulaire à la clause d'insertion selon les conditions prévues à l'acte d'engagement et au CCAP ainsi que dans l'offre du titulaire.

Les candidats restent soumis aux dispositions du Code du Travail (article L1224-1 et suivants notamment) et, le cas échéant, à la convention collective applicable à leur branche professionnelle et relative à l'emploi des personnes actuellement affectées sur le(s) site(s) couvert(s) par le présent marché.

- Public concerné par l'opération d'insertion : cf. article 12 du CCAP

Lot(s)	Désignation	Heures d'insertion
01	Démolition-désamiantage	100
02	Voirie Réseaux Divers (VRD)	700
03	Gros Œuvre installation de chantier	1 300
04	Charpente Bois - MOB - Bardage	1 000
05	Étanchéité et photovoltaïque	300
06	Couverture zinc	250
07	Menuiseries extérieures	550
08	Serrurerie	150
09	Cloisons sèches - Doublages – Plafonds	1000
10	Menuiseries Intérieures	330
11	Chape – carrelage- faïence	260
12	Sols souples	100
13	Peinture	50
14	CVC Plomberie Sanitaires GTB	600
15	Électricité Courants forts et Courants faibles	500
16	Ascenseur	0
17	Espaces Verts	200
18	Nettoyage	50

- Modalités de mise en œuvre :

**Sans critère d'analyse des offres pour les lots 01,02,05,06,07,08,10,11,12,13,14,15,17 et 18 :**

Les entreprises auront l'obligation de consacrer à l'action d'insertion le nombre heures travaillées réservées au public prioritaire inscrit à l'acte d'engagement. L'entreprise peut en sus proposer un nombre d'heure plus élevé. Dans ce dernier cas et pour le nombre d'heures proposé en sus, les pénalités définies au CCAP en cas de non-respect du nombre d'heure minimum ne lui sont pas applicables.

**Avec critère d'analyse des offres pour les lots 03, 04 et 09 :**

Les entreprises détailleront leur proposition à l'acte d'engagement. Cet engagement est contractuel. Cette proposition correspondra à un minimum obligatoire d'heures travaillées réservées au public prioritaire désigné ci-dessus et à l'acte d'engagement. Elles expliqueront également l'action d'insertion qui sera mise en place du point de vue qualitatif.

L'entreprise titulaire du présent marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique et/ou une entreprise adaptée ou un établissement et service d'aide par le travail

- **2ème modalité** : la mise à disposition de salariés :

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ;
- D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L. 1251-7 du code du travail
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;
- D'une association intermédiaire (AI).

- **3ème modalité** : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics (CDD, CDI, contrat aidé, contrat de professionnalisation...).

Il appartient à l'entreprise de définir la modalité de mise en œuvre de la clause d'insertion la mieux à même de répondre à ses contraintes propres, notamment au regard de son activité et le nombre d'heures proposées.

Pour les recrutements directs ou pour toute information, le Département de Loire-Atlantique propose aux entreprises une offre de services destinés aux employeurs et qui est présentée dans le document joint au présent dossier, intitulé " Offre de services des unités emploi du Département de Loire-Atlantique aux employeurs " (confère annexe RC intitulée "Unités emploi du Département de Loire-Atlantique")

#### Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité de cette action

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le Département souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ceci constitue une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi une évaluation régulière sera réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

#### Assistance technique du Maître d'Ouvrage (ou Personne Publique)

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le Département de Loire Atlantique met à la disposition des entreprises une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'assister les entreprises soumissionnaires pendant les préparations de leur offre pour les renseigner sur les différents dispositifs d'insertion existants,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier (ou des prestations) et en relation avec le chargé de mission insertion dans les marchés publics,
- de proposer des publics prioritaires.

Le candidat est informé qu'il peut joindre aux coordonnées suivantes le chargé de mission insertion dans les marchés publics :

Service Insertion et Emploi - Direction solidarité insertion  
À l'attention de Madame Hélène LOIRET  
Hôtel du Département - 3, quai Ceineray CS 94 109  
44041 NANTES CEDEX 1  
Téléphone : 02.51.17.21.14



L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées ainsi que de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

## 4 - Les intervenants

### 4.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

La gestion de la mission de contrôle BIM sera assurée par :

#### **BIM IN MOTION**

5 Place des Frères Montgolfier  
78280 GUYANCOURT

La mission est représentée par : Madame Méryll GUERIN

Tél. : 07 85 92 98 35

Mail : [meryll@biminmotion.fr](mailto:meryll@biminmotion.fr)

### 4.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **Le groupement K-ARCHITECTURES**

9 rue de la Pierre Levée  
75011 PARIS

Tél. : 01 53 26 36 45

Mail : [k@k-architectures.com](mailto:k@k-architectures.com)

Elle est représentée par : Monsieur Geoffroy MAFFEI.

#### **Autres membres du groupement :**

**OTE INGENIERIE** : Structure, VRD, Économiste de la construction, Fluides, Électricité, SSI, Acoustique, BIM manager

**OTELIO** : Qualité environnementale des bâtiments, Performance énergétique, ACV ou calcul E+C- ou bilan carbone bâtiment, ENR

**FAAR PAYSAGE** : Paysagiste

**EXPUR** : Maîtrise d'œuvre désamiantage, Déplombage, Démolition

**AIA MANAGEMENT PROJET** : Ordonnancement, Pilotage et Coordination

### 4.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

#### **Société AIA MANAGEMENT PROJET**

7 Boulevard de Chantenay  
44000 NANTES

Le titulaire de la mission est représenté par : M. Matthieu CHATAIGNIER.

#### **4.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

#### **4.5 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

##### **Société QUALICONSULT SECURITE**

La Fleuriaye  
6B rue Alessandro Volta  
BP 708  
44470 CARQUEFOU

Tél. : 02 51 13 90 13

Le contrôleur technique est représenté par : M. Stéphane WUYTS.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

LP, LE, SEI, PS, Ph, Th, Hand + att, Hysa, AV, F, Env et les missions spécifiques suivantes :

1. Constat du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées
2. Vérification initiale des i

#### **4.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

##### **Société ATAE**

12 avenue Jules Verne  
44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

Tél. : 02 51 71 93 30

Le coordonnateur est représenté par : M. Eric GARNIER.

### **5 - Conditions relatives au contrat**

#### **5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié par les candidats.

#### **5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le Budget du Département de Loire-Atlantique

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### **5.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **6 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

### **6.1.1 - Dossier administrative et technique**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulière (CCAP) et son annexe
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et ses annexes
- Le planning général joint au dossier de consultation, auquel se substituera le calendrier contractuel d'exécution
- La notice d'organisation de chantier (NOC)
- Plan d'Installation de Chantier phasé
- (fin de l'instruction du PC le 17/05 et une consultation des entreprises le 12/04 : la MOE attire l'attention sur le fait que les avis sur le permis de construire feront l'objet de TS)
- La notice de sécurité
- La notice d'accessibilité
- Les rapports d'études de sol, G2-PRO, analyse de l'agressivité des sols et de la pollution des sols
- Les relevés de l'existant
- Les rapports amiantes, plomb et parasitaires
- Les documents RTE
- La notice hydraulique
- Analyse de cycle de vie
- Une note environnementale et la charte chantier faible impact environnementale
- Dossier étanchéité à l'air
- Les cahiers des charges : câbles collèges et bâtiments, GTC et charte graphique et informatique du département
- Le cahier des charges BIM du conseil départemental de Loire Atlantique et ses annexes
- La pré-convention BIM EXE et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique remis dans l'offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leur avenant postérieurs à la notification du marché
- Les questions réponses éventuelles intervenues au cours de la consultation
- Attestation de visite

### **6.1.2 Dossier Architecturale et Technique**

- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot et annexe
- Les notices et notes de calculs (SSI, Thermiques, HQE, acoustiques, ...)
- Les séries de plans, schémas, croquis et détails établis par la maîtrise d'oeuvre

Le contenu exhaustif du dossier de consultation des entreprises est joint en annexe du présent règlement de la consultation.

La maquette numérique au format IFC, y compris données intégrées. Les maquettes numériques IFC (2X3 TC1) transmises sont données à titre indicatif afin que l'entreprise puisse mieux identifier le projet et voir la qualité des maquettes afin d'estimer le temps à passer pour la modélisation et/ou l'enrichissement de données de la maquette relatif à son lot. L'entreprise aura la possibilité de mener sa modélisation propre à la phase d'exécution à partir de la maquette numérique de la maîtrise d'oeuvre.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 7 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 7.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Lot n°1 : Démolition-désamiantage Chiffre d'affaires minimum	1 950 000 E HT	Non
Lot n°2 : Voirie Réseaux Divers Chiffre d'affaires minimum	2 955 000 E HT	Non
Lot n°3 : Gros œuvre installation de chantier. Chiffre d'affaires minimum	7 395 000 E HT	Non
Lot n°4 : Charpente Bois -MOB- Bardage Chiffre d'affaires minimum	5 751 000 E HT	Non

Lot n°5 : Étanchéité et Photovoltaïque. Chiffre d'affaires minimum	1 811 000 E HT	Non
Lot n°6 : Couverture zinc. Chiffre d'affaires minimum	1 039 000 E HT	Non
Lot n°7 : Menuiseries extérieures bois-Aluminium. Chiffre d'affaires minimum	2 204 000 E HT	Non
Lot n°8 : Serrurerie- métallerie Chiffre d'affaires minimum	1 325 000 E HT	Non
Lot n°9 : Cloisons sèches - Doublages – Plafonds Chiffre d'affaires minimum	3 141 000 E HT	Non
Lot n°10 : Menuiseries Intérieures Chiffre d'affaire minimum	1 531 000 E HT	Non
Lot n°11 : Chape – carrelage- faïence Chiffre d'affaire minimum	1 321 000 E HT	Non
Lot n°12 : Sols souples Chiffre d'affaire minimum	509 000 E HT	Non
Lot n°13 : Peinture Chiffre d'affaire minimum	580 000 E HT	Non
Lot n°14 : CVC Plomberie Sanitaires GTB Chiffre d'affaire minimum	2 847 000 E HT	Non
Lot n°15 : Électricité Courants forts et Courants faibles Chiffre d'affaire minimum	2 382 000 E HT	Non
Lot n°16 : Ascenseur Chiffre d'affaire minimum	105 000 E HT	Non
Lot n°17 : Espace Vert Chiffre d'affaire minimum	891 000 E HT	Non
Lot n°18 : Nettoyage Chiffre d'affaire minimum	60 000 E HT	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
2 références d'opérations de complexités, d'importance et de montant similaire à l'opération de ce marché	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Lot 1 – Démolition-désamiantage : Qualibat 1112	Non
Lot 2 - VRD : AIPR - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux ou équivalent - Qualibat 1311 ou références équivalentes	Non

Lot 3 - Installations de chantier - Gros oeuvre : Qualibat 2212 ou références équivalentes	Non
Lot 4 - Charpentes bois - Mur à ossature bois - Bardage bois : Qualibat 2302, 2352, 2412, 3811 ou références équivalentes	Non
Lot 5 – Étanchéité et photovoltaïque : Qualibat 3292,3271,3211,5912	Non
Lot 6 - Couverture zinc : Qualibat 3132, 3152 ou références équivalentes	Non
Lot 7 - Menuiserie extérieure : Qualibat 3512 ou références équivalentes	Non
Lot 8 - Métallerie - Serrurerie : Qualibat 4411 ou références équivalentes	Non
Lot 9 – Cloisons sèches - Doublage - Faux plafond : Qualibat 4131, 6111 ou références équivalentes	Non
Lot 10 - Menuiserie intérieure - mobilier : Qualibat 4312 ou références équivalentes	Non
Lot 11 – Chape – carrelage- faïence : Qualibat 6311 ou références équivalentes	Non
Lot 12 - Revêtements de sols souples : Qualibat 6222 ou références équivalentes	Non
Lot 13 – Peinture : Qualibat 6111 ou références équivalentes	Non
Lot 14 - CVC - Plomberie - Sanitaires : Qualifications obligatoires 5112 / 5213 / 5312 / 5511 - Qualifications recommandées 5251 / 5252 ou références équivalentes	Non
Lot 15 - Courant fort - Courant faible : Qualifications obligatoires MGTI / CFMGTI - Qualifications recommandées LCPT / CFLCPT ou références équivalentes	Non
Lot 16 - Appareils élévateurs : Certification ISO 9001 ou références équivalentes	Non
Lot 17 - Espaces verts : Qualification P110 ou références équivalentes	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

**NB : Le coffre-fort électronique permet de stocker sur la plateforme les documents qui sont normalement demandés au candidat attributaire du marché. Il permet aussi de déposer tous les documents que le candidat juge utile de mettre à la disposition de l'administration dans le cadre des marchés publics.**

**Les documents stockés et disponibles sur la plateforme seront directement récupérés par les services du département et ne seront pas demandés**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non

Le mémoire justificatif, (cadre joint au dossier de consultation des entreprises à utiliser de préférence), des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, conforme aux éléments exigés à l'article 9.2 du présent règlement appuyé par toute documentation jugée utile	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), cadre joint au dossier de consultation des entreprises, aux formats .XLS(X) et .PDF	Non
Le mémoire technique BIM pour les lots n°03 « Gros Œuvre », n°04 « Charpente Bois », n°14 « CVC Plomberie Sanitaires GTB » et n°15 « Électricité », qui précise : Le processus BIM que devra mettre en place l'Entreprise dans le cadre du projet. Les moyens humains (y compris CV et certification ou diplôme éventuel) et techniques (logiciels utilisés de production des maquettes, plateforme utilisée, etc.) qui seront déployés pour l'opération.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7.2 - Présentation des prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats présenteront un dossier général "prestations supplémentaires éventuelles" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

**Les candidats devront obligatoirement compléter les actes d'engagement prévus pour les lots présentant une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles** (1<sup>er</sup> contrat : solution de base, 2<sup>ème</sup> contrat solution de base + prestations supplémentaires éventuelles etc.).

## 7.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour les lots suivants :

- n°02 – Voierie Réseaux Divers
- n°03 Gros œuvre - installation de chantier
- n°04 Charpente Bois – MOB- Bardage

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Pour les autres lots, cette visite est facultative mais fortement conseillée.

### Les conditions de visites sont les suivantes :

Le candidat doit s'inscrire à l'une des deux dates proposées :

- vendredi 19 avril 2024 à 10h00
- mardi 23 avril 2024 à 10h00

Le candidat confirmera sa participation à ce rendez-vous sur site préalablement auprès de Madame Marie DERRIENNIC, conducteur de l'opération, par téléphone au 02 40 99 17 15 ou par mail [marie.derriennic@loire-atlantique.fr](mailto:marie.derriennic@loire-atlantique.fr) soit auprès de Madame Virginie LABORIE, chargée d'opérations immobilières, par téléphone au 02 40 99 11 86 ou par mail [virginie.laborie@loire-atlantique.fr](mailto:virginie.laborie@loire-atlantique.fr).  
Les visites ne seront pas maintenues en l'absence d'inscription préalable.

## 8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 8.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

*Si vous êtes confronté à une difficulté au moment répondre de façon dématérialisée vous pouvez contacter le service commande publique du département en utilisant l'adresse mail suivante : [contactmarchespublics@loire-atlantique.fr](mailto:contactmarchespublics@loire-atlantique.fr)*

*La capacité du service à vous apporter une réponse le plus rapidement possible est aussi dépendante du délai restant avant l'échéance de remise des offres. Aussi veillez autant que faire se peut à ne pas déposer votre offre au dernier moment et à tester votre poste avant de répondre afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires en amont.*

*Les questions relatives au dossier de consultation ou à la prestation elle-même doivent être posées via la messagerie sécurisée de la plateforme et seront traitées par les services du département.*

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
Non renseigné

3 Quai Ceineray  
CS 94109  
44041 NANTES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. **L'attributaire devra signer le marché au format PADES** (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF).



Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **8.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **9 - Examen des candidatures et des offres**

## **9.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **9.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour les **lots n°01, 02, 05, 06, 07, 08, 10, 11, 12, 13, 14, 15,16,17 et 18** de la présente consultation :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0 %
1.1-Organisation des travaux et des études	25.0 %
1.2-Moyens humains et matériels	10.0 %
1.3-Exigences environnementales – Sécurité – Hygiène	5.0 %
2-Prix des prestations	60.0 %

**Pour les lots n°03, 04, 09**

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0 %
1.1-Organisation des travaux et des études	25.0 %
1.2-Moyens humains et matériels	10.0 %
1.3-Exigences environnementales – Sécurité – Hygiène	5.0 %
2-Prix des prestations	55.0 %
3-Performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté	5.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.  
Les critères sont notés sur 100.

## VALEUR TECHNIQUE

**- le critère Valeur technique**, au regard du mémoire technique fourni par l'ensemble des candidats est pondéré suivant les tableaux ci-avant.

Les candidats sont fortement invités à limiter le mémoire technique à 20 PAGES MAXIMUM.

Ce mémoire technique a pour objectif de donner au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre toutes les indications utiles permettant d'apprécier lors de l'analyse des offres, la capacité de l'entreprise à satisfaire les besoins exigés. Ce mémoire devra obligatoirement suivre la trame suivante en respectant l'ordre des items exposés ci-après.

### **Organisation des travaux et des études (25 points) :**

- Méthodologie détaillant les techniques, produits et procédés d'exécution mis en œuvre pour la réalisation des ouvrages, la conformité des produits au CCTP. L'entreprise mettra en avant les méthodologies de travaux qu'elle considère importants au regard de son analyse du dossier et des exigences qualitatives ou technique attendues. Cela traduira sa compréhension des enjeux du dossier
- Méthodologie proposée pour l'organisation des études d'exécution, synthèse au regard des contraintes imposées par le projet
- Fiches matériaux/produits : Fourniture des fiches techniques uniquement quand les matériaux et matériels envisagés par l'entreprise ne sont pas ceux cités dans les CCTP. Lorsque l'entreprise se conforme strictement aux prescriptions des CCTP en termes de matériaux et matériels, l'entreprise se contentera de préciser sa parfaite conformité aux préconisations du DCE. Dans le cas où

l'entreprise joint une fiche technique, celle-ci doit impérativement comporter les éléments suivants : article du CCTP concerné + analyse de la correspondance des caractéristiques techniques permettant de justifier de l'équivalence à la prescription du CCTP.

- Moyens mis en œuvre pour le contrôle de la qualité (autocontrôles & PAQ)
- Le processus BIM que devra mettre en place l'entreprise dans le cadre du projet. Elle peut illustrer par des exemples mis en place sur des opérations menées en BIM pour les lots 03, 04, 14 et 15
- Méthodologie de travaux au regard de la contrainte d'un site d'enseignement restant occupé. L'entreprise indiquera les moyens qu'elle prévoit, avec une rigueur exemplaire attendue sur la propreté, du stationnement, de l'organisation des livraisons. Indication des mesures de prévention (selon référentiel de la CARSAT) pour les protections collectives, la gestion des manutentions et approvisionnements, hygiène et conditions de travail, protection de la santé, interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- Pour le lot 15 : Une méthodologie spécifique à l'entretien (temporalité et typologie des interventions pendant la garantie, accompagnement et formation des utilisateurs, etc...).

#### **Moyens humains et matériels (10 points) :**

- Moyens humains alloués au projet par le candidat en termes d'encadrement (organigramme, nombre et qualification) et de production (organigramme, nombre, qualification...) détaillant, au regard du planning prévisionnel joint au DCE, le nombre des personnels H/F jours, affecté par tâches.  
BIM : Les moyens humains (y compris CV et certification ou diplôme éventuel) et techniques (logiciels utilisés de production des maquettes, plateforme utilisée, etc.) qui seront déployés pour l'opération pour les lots 03,04,14 et 15.
- Une note d'hypothèse comprenant la durée des tâches, l'organisation de l'entreprise et son engagement pour tenir les délais ainsi que les interactivités avec les autres corps d'état, notamment les mesures proposées pour organiser les interventions en périodes de vacances scolaires et de congés d'été 2025, 2026 et 2027 selon le planning prévisionnel. Les entreprises devant intervenir en période de vacances scolaires et de vacances d'été fourniront pour ces travaux la méthode explicitant les ressources disponibles et les ressources mobilisables (notamment le nombre de personnel affecté pendant ces périodes), l'organisation et la mise en œuvre pour la réalisation de ces travaux ainsi que leur décomposition de temps par tâche.
- Liste du matériel que le candidat envisage pour la réalisation des travaux. Les matériels énoncés sont ceux que l'entreprise considère importants au regard de son analyse du dossier et des exigences qualitatives ou technique attendues. Cela traduira sa compréhension des enjeux du dossier. Dans le cadre de la démarche BIM (spécifiquement pour les lots 03, 04, 14 et 15), le candidat présentera les moyens techniques (logiciels utilisés de production des maquettes, plateforme utilisée, etc.) qui seront déployés pour le projet.

#### **Exigences environnementales – Sécurité – Hygiène (5 points) :**

- Mesures envisagées pour la prise en compte de l'ensemble des exigences environnementales au regard :
  - Des prescriptions environnementales décrites dans les CCTP : qualité des matériaux et équipements, labels et certifications de produits écologiques ou biosourcés
  - De la Charte chantier à faibles nuisances : gestion des déchets (réduction, tri, valorisation), réduction des pollutions (eau, air, sol), maîtrises des consommations, réduction des nuisances (visuelles, olfactives, auditives)

- Des pratiques de l'entreprise : retours d'expériences
- Des mesures prises en matière de formation des personnels aux questions environnementales
- L'organisation et les mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité, l'hygiène, la propreté du chantier
- Pour le lot 03 :
  - Plan l'installation de chantier et gestion du compte prorata
  - Prestataires d'enlèvement et de valorisation des déchets
  - Équipements de base vie : maîtrise des ressources en eau et énergie

## **PRIX DES PRESTATIONS**

- **le critère Prix des prestations**, au regard du montant inscrit dans l'acte d'engagement, est pondéré suivant les tableaux ci-avant. L'offre la mieux-disante obtient la note maximale.

## **PERFORMANCE EN MATIERE D'INSERTION**

- **le critère Performance en matière d'insertion des publics en difficulté pour les lots n° 03, 04 et 09 est pondéré à 5% et apprécié de la manière suivante :**

- Une note sur 40 est attribuée sur le volume horaire supplémentaire proposé par le candidat par rapport au minimum obligatoire. Le(s) candidat(s) qui proposera(ont) le volume le plus important obtiendra(ont) la note maximale de 40 ; le(s) candidat(s) présentant le volume le plus faible obtiendra(ont) la note minimale de 0. Pour les autres candidats, le nombre de points est réparti à la proportionnelle entre ces deux bornes.
- Une note sur 60 est attribuée sur la qualité de l'action d'insertion mise en place appréciée de la manière suivante :
  - pérennité de l'action dans le temps appréciée au travers du type de contrat de travail proposé,
  - qualité du tutorat mis en place, en indiquant le nom, les qualifications, compétences et références du tuteur qui sera chargé du suivi de l'action d'insertion et qui sera l'interlocuteur unique du Département,
  - qualité du parcours proposé (formations notamment) au regard des objectifs de compétences à atteindre par le bénéficiaire.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **9.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **10 - Renseignements complémentaires**

### **10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

## **10.2 – Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité de règlement amiable

22 Mail Pablo Picasso

44042 Nantes CEDEX 01

Tél : 02 53 46 79 83

Télécopie : 02 53 46 79 79

Courriel : [paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)